



SOMMAIRE TYPE DE RAPPORT ANALYSE D'UN PROCESSUS ELECTORAL SUIVANT UNE APPROCHE AXEE SUR LES DROITS HUMAINS

MOT D'OUVERTURE/AVANT-PROPOS (ex.Présidence)

Exposé du contexte, des enjeux/droits humains, de l'effort engagé par l'INDH, et des perspectives etc.

RESUME / L'ESSENTIEL (1 à 2 pages max.)

Exposé synthétique des éléments/messages clés du rapport (constats & recommandations)

1.INTRODUCTION

1.1. MANDAT ET ENGAGEMENT DE L'INDH SUR LES PROCESSUS ELECTORAUX

- Légitimité à couvrir la thématique, du point de vue du mandat (incl droits civils et politiques)
- Rappel du cadre stratégique dans lequel s'inscrit l'engagement de l'institution sur le processus
- Rappel de l'historique (ex.mobilisation sur scrutins antérieurs, avis/plaidoyer, publications etc.)
- Perspectives (autres activités programmées, intentions pour les processus à venir, etc.)

1.2. METHODOLOGIE DE TRAVAIL

- Périodes d'engagement et phases couvertes (ex.enrôlement, vote, phase post-scrutin, etc.)
- Outils mobilisés et dispositifs (ex.analyse juridique, observation, veille, traitement de plaintes)
- Données sur le déploiement ; ampleur/limites de la « couverture » des réalités sur le territoire
- Recueil/analyse complémentaires de données (ex.veille des médias, information des ONG.)

1.3. PARTENARIATS INSTITUTIONNELS & INTERVENTIONS DIRECTES

- Coopérations en place/en œuvre (ex. protocole OGE, Autorité/médias, Parlement, etc.)
- Consultations, actions d'appui formation entreprises auprès de ces acteurs etc.
- Actions correctives apportées (ex.via cellule de veille, alerte de l'OGE, médiation directe etc.)

2. LE CADRE JURIDIQUE DE REFERENCE

2.1 STANDARDS INTERNATIONAUX & REGIONAUX PERTINENTS

- Standards internationaux (état des ratifications et rapports)
- Standards régionaux (état des ratifications et rapports)
- Contentieux international ou régional (ex. décisions comités conventionnels, CADHP etc.)

2.2 GARANTIES CONSTITUTIONNELLES, LEGISLATIVES, REGLEMENTAIRES (INCL.LACUNES)

- Garanties constitutionnelles
- Code électoral (synthèse générale, aspects spécifiques à aborder aux chapitres 3 et 4)
- Autres garanties législatives et réglementaires (idem, synthèse)
- Réformes récentes, le cas échéant (calendrier, caractère inclusif/consensuel du processus)

2.3 PUBLICITE ET ACCESSIBILITE DES TEXTES DE REFERENCE

- État des publications au journal officiel (état)
- Initiatives/besoins d'accessibilité/grand public (en ligne, dans différentes langues etc.)

3. LE DROIT A LA PARTICIPATION AUX AFFAIRES PUBLIQUES

3.1. DROIT DES CITOYENS/CITOYENNES (ou ELECTEURS/-TRICES)

3.1.1. Caractère périodique des élections

- Conformité du calendrier aux textes en vigueur
- Base légale des éventuelles modifications du calendrier intervenues

3.1.2 Caractère universel du suffrage/droit de vote

- Conditions d'enrôlement (juridiques et procédurales – caractère raisonnable des restrictions ?)
- Opérations d'enrôlement (accessibilité, non-discrimination etc.)
- Focus particuliers en matière de droit et possibilité de voter (ex. personnes en situation de handicap, personnes déplacées internes, personnes détenues, etc.) (cf. liste indicative p. 40, Guide AFCNDH/OIF)

3.1.3 Égalité du suffrage (modes de scrutin et définition des circonscriptions électorales)

3.1.4 Secret du vote (dispositions, et effectivité dans le cadre des opérations de vote)

3.1.5 Libre expression des électeurs (incl. attention: corruption, manipulations, pressions, représailles)

3.1.6 Droit au recours (accessibilité, effectivité)



3.2. DROITS DES CANDIDAT.E.S

- 3.2.1 Conditions d'éligibilité (caractère légal, raisonnable et proportionné des restrictions ?)
- 3.2.2 Dépôt, enregistrement et validations des candidatures (conditions et garanties, déroulement)
- 2.3.3 Conditions d'égalité (accès à des financements, accès aux médias)
- 3.2.4 Droit au recours (incl. contentieux post-électoral)

4. LES AUTRES DROITS EN JEU

(Traitement transversal : égalité et non-discrimination ; protection et droits des défenseur.e.s)

4.1. DROITS À LA VIE, À LA LIBERTÉ ET À LA SÉCURITÉ DE LA PERSONNE

- Aspects juridiques (textes, conditions d'application et conformité aux standards internationaux)
- Constats généraux puis locaux pouvant être tirés de l'observation (incl. violations constatées)
- Constats indirects (ex. rapportés par d'autres acteurs, et vérifiés)
- Interventions utiles de l'INDH en lien avec des situations spécifiques ou suites

4.2. DROIT À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION / LA LIBERTÉ D'ALLER ET VENIR

- Idem (cf.4.1)
- Incl dans le cadre de l'ensemble des phases du scrutin

4.3. LIBERTÉ D'OPINION ET À LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

- Idem (cf.4.1)
- Incl attention à ces libertés pour électeurs/-trices, candidats, journalistes etc.
- Incl.attention complémentaires à l'incitation à la haine, à la violence, à la discrimination

4.4. LIBERTÉ D'ASSOCIATION ET DE REUNION PACIFIQUE

- Idem (cf.4.1)
- Incl attention à la liberté pour société civile, candidat.e.s/formations politiques, indépendants

4.5. LIBERTÉ D'INFORMATION

- Idem (cf.4.1)
- Incl. accès public à l'information, réseaux de communication, engagement des acteurs/fiabilité de l'information

4.7. AUTRES DROITS (INDIRECTEMENT CONCERNES)

- Idem (cf.4.1)
- Ex. droit à l'éducation (si établissements utilisés pour opérations liées au scrutin ou meetings)
Ex. droit à la santé (mesures barrières/ Covid-19) etc.

5. INCLUSIVE DU PROCESSUS (option)

- 5.1 Composition de l'OGE et de ses éventuels démembrements
- 5.2 Equipes et présidence au sein des bureaux de vote (nombre, modalités de recrutement)
- 5.3 Délégué.e.s/représentant.e.s. des partis/formations/candidat.e.s
- 5.4 Observateurs/-trices (indépendants et société civile) (conditions d'accréditation)
- 5.5 Equipes de l'INDH (staff et observateurs/-trices)

6. FOCUS THEMATIQUE(S) (option)

(En fonction des priorités de l'institution) Ex. Participation des femmes au processus électoral

7. RECOMMANDATIONS

- Ventilation par acteurs (autorités publiques, OGE, partis et formation politiques etc.)
- Référence aux recommandations antérieures de l'INDH, si utile
- Référence aux recommandations d'organes internationaux de suivi des traités, incl. juridictions internationales/régionales, si utile.

ANNEXES (option)

- Communiqués/déclarations de l'INDH produits en lien avec le processus
- Supports d'informations développés par l'INDH (ex. éducation civique) etc.
- Éventuellement : formulaires d'observation utilisés par ses observateurs.